

Convention de partenariat

Pour l'organisation des formations en soins infirmiers conduisant à la délivrance du grade de Licence aux Infirmiers Diplômés d'Etat

Entre :

La Collectivité de Corse, représentée par le Président du Conseil Exécutif de Corse, Monsieur Gilles SIMEONI, et désignée ci-après « la CDC » ;

L'Université de Corse, comportant un secteur santé, représentée par son président, Monsieur Paul Marie ROMANI et désignée ci-après « l'université » ;

Le groupement de coopération sanitaire « IFSI-Corse », et désigné ci-après « GCS IFSI » constitué par les établissements de santé publics supports des IFSI publics, le Centre Hospitalier d'Ajaccio et le Centre hospitalier de Bastia, représentés par l'administrateur du groupement Monsieur Benoît DURAND ;

- VU** le Code de la Santé Publique ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** le Code de l'Education ;
- VU** la Loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 – articles 82 à 86 – portant répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
- VU** la Loi quinquennale n° 93.1313 du 20 décembre 1993 relative à l'emploi et à la formation professionnelle ;
- VU** la Loi n° 2004.809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, et notamment son article 73 ;
- VU** le Décret n° 2005-723 du 29 juin 2005 relatif au régime budgétaire des écoles et instituts de formation de certains professionnels de santé relevant d'établissements publics de santé et modifiant le code de la santé publique ;
- VU** le Décret n° 85-906 du 23 août 1985 fixant les conditions de validations des études, des expériences professionnelles ou acquis personnels en vue de l'accès aux différents niveaux de l'Enseignement supérieur ;
- VU** le Décret n° 2002-590 du 24 avril 2002 pris pour l'application du premier alinéa de l'article L.613-3 et de l'article L.613-4 du code de l'éducation et relatif à la validation des acquis de l'expérience par les établissements d'enseignement supérieur ;
- VU** l'Arrêté du 31 juillet 2009 relatif au diplôme d'Etat d'infirmier ;
- VU** la Circulaire DHOS/RH1/DGESIP/2009-201 du 26 juin 2009 relative à la délivrance du grade de licence aux infirmiers diplômés d'Etat et à l'organisation du partenariat Conseils régionaux/ Universités/IFSI ;
- VU** la Circulaire DHOS/RH1/DGESIP/2009/202 du 9 juillet 2009 relative au conventionnement des IFSI avec l'Université et la Région dans le cadre de la mise en œuvre du processus LMD ;
- VU** la Circulaire DHOS/RH1/DGESIP/2009/208 du 9 juillet 2009 relative à la situation des étudiants inscrits dans les instituts de formation paramédicaux au regard du bénéfice des prestations des œuvres universitaires ;
- VU** la décision n°10 003 en date du 8 février 2010 de l'ARH, portant approbation de la convention constitutive du Groupement de Coopération Sanitaire « GCS IFSI CORSE » ;
- VU** la convention constitutive de «groupement de coopération sanitaire IFSI-Corse» signée le 20 janvier 2010 ;
- VU** la convention de partenariat entre la CTC/l'Université de Corse et le GCS pour l'organisation des formations en soins infirmiers conduisant à la délivrance du grade de licence aux infirmiers diplômés d'Etat signée le 1^{er} mars 2011 ;
- VU** la délibération de l'assemblée générale du «GCS IFSI-Corse» en date du 11 octobre 2017 désignant Monsieur Benoît DURAND en qualité d'administrateur titulaire du «GCS IFSI-Corse» ;
- VU** la délibération du 11 octobre 2017 de l'assemblée générale du GCS «IFSI-Corse», approuvant la convention de partenariat entre la CDC/l'Université de Corse et le GCS pour l'organisation

des formations en soins infirmiers conduisant à la délivrance du grade de licence aux infirmiers diplômés d'Etat ;

VU la Délibération n° de l'Assemblée de Corse, en date du , approuvant la convention de partenariat entre la CDC/l'Université de Corse et le GCS pour l'organisation des formations en soins infirmiers conduisant à la délivrance du grade de licence aux infirmiers diplômés d'Etat, et autorisant le Président du Conseil exécutif de Corse à signer la convention ainsi que ainsi que les éventuels avenants à cette convention.

VU la délibération N° en date du de l'Université de Corse, approuvant la convention de partenariat entre la CDC/l'Université de Corse et le GCS pour l'organisation des formations en soins infirmiers conduisant à la délivrance du grade de licence aux infirmiers diplômés d'Etat ;

VU l'arrêté n° de, en date du , approuvant la convention de partenariat entre la CDC/l'Université de Corse et le GCS pour l'organisation des formations en soins infirmiers conduisant à la délivrance du grade de licence aux infirmiers diplômés d'Etat,

PREAMBULE

La formation d'infirmier évolue désormais vers le processus de Bologne (Licence Maîtrise Doctorat LMD), et permet une valorisation conforme aux réalités de nos partenaires européens ainsi que la possibilité de poursuite d'études en Master. Parallèlement, le Ministère de la Santé a souhaité faire évoluer le référentiel de formation afin que celui-ci soit désormais fondé sur la «notion de compétences» nécessaires pour exercer le métier d'infirmier.

Cette réforme majeure mettant au cœur de la formation l'acquisition de compétences vise à apporter des connaissances scientifiques renforcées en maintenant un apprentissage professionnalisant lors de travaux dirigés en institut et au contact des professionnels impliqués dans le travail clinique. Les temps de stage représentent en effet toujours 50% de la durée de formation.

Les textes de cette réforme publiés en 2009 permettront aux 120 étudiants infirmiers de Corse rentrant en première année à compter de la rentrée de septembre 2009 dans un des 2 instituts de formation d'obtenir à l'issue de leur formation, conjointement au Diplôme d'Etat d'Infirmier (DEI), le grade de Licence.

Cette reconnaissance nécessite que l'ensemble des établissements de santé supports d'un IFSI dotés de la personnalité juridique, passent une convention avec la Collectivité de Corse et l'Université de Corse disposant d'une composante de formation en santé.

Aussi, dans le cadre de la préparation au Diplôme d'Etat d'Infirmier, et afin de permettre aux étudiants qui se sont inscrits dans cette formation à compter de la rentrée 2009 dans les instituts de Corse, de se voir délivrer le grade de Licence et l'attribution du diplôme d'Etat à compter de la session 2012, les parties à la présente convention sont convenues des dispositions suivantes :

Titre I : PREPARATION AU DIPLOME D'ETAT D'INFIRMIER VALANT GRADE DE LICENCE

Article 1 : Objectifs partagés et engagements mutuels

L'Université de Corse permettra la réalisation, en co-construction avec les IFSI, d'enseignements universitaires correspondant notamment aux UE contributives, dans les domaines d'enseignements suivants,

- Sciences humaines, sociales et droit
- Sciences biologiques et médicales
- Méthodes de travail

Elle reconnaitra, à compter de juin 2012, le grade de Licence à tout titulaire du Diplôme d'Etat d'Infirmier issu d'un des IFSI signataires à la présente convention et ayant suivi la formation selon l'arrêté du 31 juillet 2009 relatif au Diplôme d'Etat d'Infirmier.

Les Instituts de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) s'engagent dans un partenariat avec l'université sur les UE contributives.

La Collectivité de Corse s'engage, dans la limite de la compensation apportée par l'Etat, à participer au financement des surcoûts engendrés par la réforme de la formation en soins infirmiers, selon les modalités précisées au titre IV.

Dans le cadre du suivi de compensation de la réforme, La Collectivité de Corse veillera, en fonction des constats apportés par les signataires et en accord avec eux, à retransmettre aux ministères concernés les éléments des coûts qui n'auraient pas été justement compensés, et qui de ce fait ne sauraient être pris en charge par la Collectivité de Corse.

Article 2 : Interventions d'enseignants universitaires ou habilités par l'université

1.1 Modalités de mise en œuvre des enseignements universitaires et d'habilitation des enseignants

Les enseignements universitaires sont assurés soit par des personnels de l'université soit par des intervenants habilités par celle-ci.

Après délibération de son conseil d'administration en formation restreinte aux enseignants chercheurs, l'Université pourra habiliter des praticiens hospitaliers, chargés d'enseignement vacataires ou attachés d'enseignements, ou des personnes recrutées en raison de leurs compétences par les IFSI au titre de leurs enseignements au sein des IFSI sur les UE contributives.

Elle devra faire connaître par la rédaction d'un cahier des charges ses conditions d'habilitation.

Les partenaires à la convention s'engagent à définir progressivement des principes d'habilitation communs sur l'ensemble du territoire régional. Cela pourra s'appuyer sur la création d'une «base de données universitaire» des enseignants habilités.

Le caractère professionnel de la formation essentiellement dispensée par les professionnels en institut et sur le terrain conditionne la répartition du temps accordé aux formateurs habilités par l'université dans le souci d'assurer un enseignement de même qualité.

Dans ce cadre, l'université détermine avec les IFSI les règles de mise en œuvre des enseignements universitaires. Sont en particulier définis de manière collégiale les modalités et les contenus des enseignements ainsi que des évaluations.

1-2 Modalités de rémunération et d'indemnisation des frais de déplacements des intervenants

Sur la base de l'organisation générale de la formation proposée par la direction des IFSI, en fonction des contraintes du programme et du projet pédagogique, les universités proposent la répartition des enseignements universitaires.

Les modes de rémunération des intervenants universitaires ou habilités par l'Université sont fonction de leur statut :

a) Les enseignants statutaires de l'université :

- Personnels enseignants et hospitaliers des centres hospitaliers et universitaires relevant du Décret n°84-135 du 24 février 1984 :
 - ❖ Professeurs des universités-praticiens hospitaliers,
 - ❖ Maîtres de conférences des universités-praticiens hospitaliers
 - ❖ praticiens hospitaliers-universitaires
 - ❖ chefs de clinique des universités-assistants des hôpitaux,
 - ❖ assistants hospitaliers universitaires,
- enseignants-chercheurs,
- enseignants du second degré,
- vacataires

en fonction dans une université.

Les universités intègrent les heures effectuées par ces enseignants dans leur service.

Seuls les enseignements qui ne sont pas assurés dans le cadre des services statutaires donnent lieu à une facturation à l'IFSI concerné sur la base de l'heure complémentaire. Cette disposition ne

concerne pas les personnels enseignants et hospitaliers des centres hospitaliers et universitaires relevant du Décret n°84-135 du 24 février 1984.

Les frais de déplacement des personnels universitaires seront pris en charge selon les règles tarifaires applicables à leurs établissements de rattachement.

Les IFSI devront être informés des enseignements qui ne sont pas assurés dans le cadre des services statutaires et qui peuvent donner lieu à une facturation à l'IFSI.

L'Université présente à chaque IFSI, en fonction du planning d'intervention, un budget prévisionnel semestriel sur la base du programme et des projets des formations. Ce budget prend en compte le présentiel des intervenants (cours magistraux et TD) et les coûts liés aux supports pédagogiques complémentaires ou substitutifs. A chaque fin de semestre, un état réel détaillé des interventions assurées en présentiel par les universitaires et des coûts induits est dressé et communiqué à chaque IFSI. Cet état est joint à la facturation ; il est établi semestriellement par l'Université.

L'ensemble de ces éléments sera pris en compte dans l'évaluation de la demande de la subvention régionale de fonctionnement des IFSI.

- b) Les praticiens hospitaliers, chargés d'enseignements, vacataires ou attachés d'enseignement, ou personnes recrutées en raison de leurs compétences par les IFSI, bénéficiant de l'habilitation de l'université.

Leur rémunération est assurée directement par l'établissement de formation ou le centre hospitalier auquel l'IFSI est rattaché pour sa gestion.

Les frais de déplacement et de mission engagés par ces enseignants sont remboursés directement aux intéressés par l'établissement de formation ou le centre hospitalier gestionnaire dudit établissement de formation en soins infirmiers, selon les bases réglementaires (arrêtés fixant taux en vigueur et indemnités kilométriques) pour les déplacements effectués en véhicule personnel ou en train.

Article 3 : Participation des universités aux commissions d'attribution des crédits (ECTS) et au jury de validation du diplôme d'Etat

Un ou plusieurs représentants habilités par l'université sur proposition du directeur de l'IFSI participent chaque semestre aux commissions d'attribution des crédits de chaque IFSI, conformément à l'article 59 de l'arrêté du 31 juillet 2009 relatif au Diplôme d'Etat d'Infirmier.

Un représentant l'université est nommé par arrêté du préfet de région sur proposition du président d'université, pour siéger au jury régional d'attribution du Diplôme d'Etat d'Infirmier, conformément à l'article 62 de l'arrêté du 31 juillet 2009 relatif au Diplôme d'Etat d'Infirmier.

La participation aux commissions d'attribution des crédits ne donne pas droit à indemnisation.

Article 4 : Mobilité européenne des étudiants

Les parties à la présente convention conviennent de prendre conjointement des initiatives de nature à permettre aux étudiants des instituts de formation en soins infirmiers, concernés par la convention, de participer à des programmes d'échanges européens. A ce titre, ils pourront bénéficier des aides régionales en vigueur, y compris les dispositifs relatifs à la mobilité des stages.

Article 5 : Accès des étudiants aux services universitaires.

Les étudiants en soins infirmiers pourront bénéficier de plein droit des services offerts par les CROUS comme cela est prévu par la circulaire interministérielle DHOS/RH1/DGESIP/2009/208 du 9 juillet 2009 relative à la situation des étudiants inscrits dans les instituts de formation paramédicaux au regard du bénéfice des prestations des œuvres universitaires.

La possibilité peut être donnée contractuellement aux étudiants des IFSI d'accéder à certains services communs universitaires, de l'université signataire de la présente convention :

- Documentation (SCD ou SCID),
- Activités physiques et sportives (SUAPS),

- Médecine préventive et promotion de la Santé (SUMPPS),
 - Activités culturelles,
 - Information et orientation,
- et de bénéficier du fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE).

Cela doit être une option pour les étudiants en soins infirmiers mais en aucun cas une obligation.

Les étudiants en soins infirmiers seront soumis aux mêmes droits et obligations que les autres étudiants de l'université au regard des services universitaires proposés.

En contrepartie d'une contribution annuelle, les étudiants de ces instituts bénéficieront des prestations définies, offertes par les services communs universitaires, et par le FSDIE, dans les mêmes conditions que les inscrits à l'université.

Titre II : FORMATIONS UNIVERSITAIRES POUVANT CONCERNER LE CHAMP DES SOINS INFIRMIERS.

Article 6 : Possibilités de poursuites d'études ouvertes aux infirmiers diplômés d'Etat dans l'université

L'université mènera avec les IFSI, une réflexion concernant la prise en compte du champ des soins infirmiers dans la formation et la recherche, dans le secteur de la santé et dans d'autres secteurs de l'activité universitaire.

Elle étudiera en particulier la possibilité de mettre en place avec les IFSI des formations de niveau Master ouvertes aux titulaires du grade de Licence en soins infirmiers.

L'université étudiera avec les IFSI, pour les étudiants titulaires du Diplôme d'Etat en soins infirmiers délivré à partir de 2012, les possibilités d'accès aux diplômes universitaires relevant des disciplines étudiées dans le cadre de la préparation du Diplôme d'Etat en soins infirmiers.

Des jurys universitaires examineront les demandes de validation des acquis de l'expérience formulées par les infirmiers diplômés d'Etat ayant obtenu leur diplôme avant l'entrée des formations en soins infirmiers définies par l'arrêté du 31 juillet 2009 relatif au Diplôme d'Etat d'Infirmier.

Sur la base de leurs délibérations, les présidents des universités ayant mis en place ces jurys prononceront les décisions individuelles relatives aux demandes de validation d'acquis.

Article 7 : Validation au grade de Licence des Diplômes d'Etat d'Infirmier antérieur à la réforme

L'université étudiera les conditions d'accès d'étudiants titulaires du Diplôme d'Etat en soins infirmiers, délivré avant 2012, à la préparation d'un diplôme national de Licence, dans des domaines les sciences humaines et sociales ou les sciences de la vie par exemple, avec prise en compte des acquis de formation et des acquis professionnels de ces étudiants.

Article 8 : Validation des acquis des formateurs permanents des IFSI

L'université étudiera la possibilité de mettre en place des formations de niveau Master permettant l'obtention de compétences spécialisées aux personnels d'encadrement en soins infirmiers de compléter leur formation.

La prise en charge financière de ces démarches relève de la compétence des employeurs.

Titre III : EVALUATION ET SUIVI DE LA REFORME INFIRMIER.

Article 9 : Participation des partenaires aux instances consultatives des formations universitaires intéressant le champ des soins infirmiers.

Des représentants des formateurs des IFSI seront associés aux commissions pédagogiques qui accompagneront la mise en place de Masters sur le champ des soins infirmiers, dans l'université.

Article 10 : Evaluation des formations

10.1 Participation des universités aux dispositifs d'évaluation des formations conduits au sein des IFSI de la région

Les formations conduites au sein des IFSI concernés par la convention feront l'objet d'un dispositif d'évaluation interne, à la mise en place duquel seront associés les enseignants universitaires intervenant dans les formations en soins infirmiers.

10.2 Evaluation nationale

Les formations en soins infirmiers feront l'objet d'une évaluation interne, et d'une évaluation nationale périodique, pour laquelle sera sollicitée l'Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (AERES) dont l'évaluation sera publique ; les résultats de cette évaluation feront l'objet d'une publicité auprès des différents partenaires associés dans ces formations.

Article 11 : Instances de suivi pédagogique et application de la convention de partenariat

11.1 Commission spécialisée régionale

La commission spécialisée régionale est chargée de s'assurer du respect des objectifs et engagements pris dans la présente convention, notamment dans la mise en œuvre du partenariat, de proposer et de mutualiser les orientations et expériences pédagogiques.

Elle est composée :

- du Directeur de l'ARS ou son représentant,
- du Président du Conseil Exécutif de Corse ou son représentant,
- du Président de l'Université de Corse ou son représentant,
- de l'administrateur du GCS « IFSI-Corse »,
- des deux directeurs d'IFSI (Bastia et Ajaccio) ou leurs représentants,
- de deux représentants des étudiants (2 titulaires et 2 suppléants).

La voix du président est prépondérante.

Cette commission spécialisée régionale est placée sous la présidence du Directeur de l'ARS ou son représentant. La vice-présidence est assurée par le représentant du Conseil Exécutif de Corse. Elle peut associer à ses travaux des personnes qualifiées.

La commission se réunit sur convocation de l'administrateur du groupement de coopération sanitaire, en lien avec le DGARS. Le calendrier des réunions ainsi que l'ordre du jour sont établis par l'administrateur, après consultation des membres.

11.2 Commission pédagogique relative aux questions universitaires.

Il est créé, au sein de la commission spécialisée régionale, une commission à visée pédagogique relative aux questions universitaires, chargée d'examiner au plan académique ou régional toutes les questions relatives au grade de Licence, dans le respect de la maquette de la formation conduisant au Diplôme d'Etat d'Infirmier.

Composition :

- 3 représentants de l'université, dont son président, ou son représentant dument mandaté
- 2 directeurs ou formateurs des IFSI,
- 1 étudiant infirmier.

En cas de vote, la voix du président de l'université est prépondérante.

Objectifs :

Chaque semestre, elle valide le contenu universitaire de la formation. Cette validation est inscrite à l'ordre du jour de la commission spécialisée régionale, soit pour information, soit pour débat.

Evaluation :

Chaque semestre, elle évalue les résultats et propose, à la commission spécialisée régionale, toute action visant à améliorer la qualité de la formation **universitaire**.

Un bilan est établi annuellement, afin de faire évoluer le dispositif si nécessaire.

Titre IV : CADRE FINANCIER.

Article 12 : Principes de financement

La mise en œuvre de la réforme de la formation d'Infirmier induit des modifications fortes des pratiques pédagogiques, dont l'universitarisation.

Cela se traduit par des surcoûts de mise en œuvre :

- des enseignements renforcés en groupes de TD de 25 étudiants avec ses impacts en moyens humains et matériels,
- une part croissante des enseignements universitaires,
- une implication renforcée des tuteurs sur les lieux de stage, des évaluations accrues.

La prise en charge de l'intervention de l'Université et des heures d'enseignement de type universitaire sera négociée dans le cadre des budgets des IFSI conformément à la loi du 13 août 2004.

La CDC s'engage à financer la réforme LMD à hauteur des sommes, qui lui seront transférées au titre du droit à compensation.

La prise en charge se fera directement via les budgets des IFSI.

Toutes les interventions universitaires se feront dans un cadre précis, vacation, service légal,...et donnent donc lieu à l'établissement d'un document correspondant (dossier de vacation un nombre d'heures défini, récapitulatif des heures effectuées en service, en complément,...) pouvant servir de justificatif.

Titre V : DISPOSITIONS COMMUNES.

Article 13 : Durée de la convention

La convention est conclue pour une durée de cinq ans, renouvelable.

Chaque année, elle fait l'objet d'une évaluation qui réunit l'ensemble des partenaires afin d'envisager les réajustements nécessaires. En outre, elle peut faire l'objet d'un avenant dans les conditions ci-après.

Article 14 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par les parties signataires, par voie d'avenant, sur proposition de l'un des membres.

Elle est renouvelée de façon expresse après accord exprimé par les parties six mois avant sa date d'expiration.

Article 15 : Résiliation

La non mise en œuvre des dispositions visées aux articles aux articles précités entraînera la résiliation de plein droit et sans indemnité de la présente convention.

La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties signataires, qui doit notifier aux autres parties sa décision de dénonciation par lettre recommandée, et respecter un préavis de douze mois, le retrait de la convention n'étant effectif qu'au terme de ce délai.

Article 16 : Règlement amiable

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quels qu'en soient la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procèderont, par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations aux fins de résoudre tout différend.

Article 17 : Attribution de juridiction

A défaut de règlement amiable, visé à l'article 17, le tribunal administratif de Bastia sera seul compétent pour connaître du contentieux.

Bastia, le

Le Président du Conseil Exécutif
de la Collectivité de Corse

Le Président de l'Université
de Corse

M. Gilles SIMEONI

M. Paul Marie ROMANI

L'Administrateur du Groupement
De Coopération Sanitaire «IFSI-Corse»

M. Benoît DURAND